FRC.1.359

Case
FRC
13518

SOCIÉTÉ
DES AMIS DE LA CONSTITUTION,
SÉANTE AUX JACOBINS, A PARIS.

DISCOURS SUR CETTE QUESTION:
Que doivent faire les Amis de la liberté dans les circonstances présentes?

Prononcé à la société, le 11 *janvier* 1792, *l'an quatrième de la liberté.*

PAR F. P. N. ANTOINE.

Incedo per ignes
Suppositos, os cineri doloso. HORAT.

MESSIEURS,

IRONS-NOUS attaquer les émigrés et les puissances qui leur donnent retraite, ou nous bornerons-nous à nous tenir sur la défensive? Telle

THE NEWBERRY
LIBRARY

est l'état de la question qui nous divise depuis plus d'un mois. Bien ou mal posée, cette question a été traitée de part et d'autre avec une étendue, avec une méthode digne de l'importance du sujet. Depuis le sel de l'épigramme jusqu'aux foudres de l'éloquence, tous les moyens de persuader ont été successivement employés par les orateurs pour et contre; et, comme il arrive presque toujours dans les circonstances difficiles, chacun croit voir le salut de la patrie dans le système qu'il a embrassé, sa perte dans le parti contraire. Que le sort de la patrie, seroit-il vrai, dépendît d'un résultat incertain, d'un calcul diplomatique ou militaire? Froissée entre le plan d'attaque et celui de la défense, ressemble-t elle à un infortuné consumé par la maladie, auquel deux empiriques prescrivent, sous peine de mort, chacun un remède contraire? Quoiqu'il fasse, il faut qu'il périsse. Mais si le malade prudent rejette l'un et l'autre, la nature bienfaisante le rappelle elle-même à la vie. Puisse-tu, ô ma patrie! ouvrir ainsi les yeux sur la cause de tes maux, et t'élançant au-dessus des combinaisons intéressées, vaincre tes véritables ennemis par ta propre force et par la justice de ta cause! Profondément affecté des malheurs qui nous menacent; épouvanté de cet état de langueur qui, depuis quelque temps, semble tout paralyser, jusqu'à l'élan de notre patriotisme, jusqu'à la fureur de nos ennemis, je reconnois dans cette stagnation universelle ce calme affreux qui précède la tempête; je serois un citoyen foible, si je n'essayois à mon tour de la conjurer; je serois un citoyen perfide, si, préférant les applaudissemens à la vérité, je caressois l'opinion dominante. J'aurai bien le courage de

braver les haines et les reproches, puisqu'il faudra bientôt peut-être avoir celui de mourir : je vais marcher dans une route peu connue, à travers les pièges et les écueils ; mais la vertu sera mon guide.

Je dirai franchement et sans art ce que je crois utile ; et faut-il donc de l'art pour persuader aux François d'être libres ?

Je vais exposer ce que nous devons craindre en portant la guerre au dehors.

J'examinerai ensuite si les mêmes inconvéniens se rencontrent dans le plan de guerre défensive.

Enfin, si je découvre la véritable source de nos maux, il ne sera pas difficile d'imaginer ce qu'il faut faire pour la tarir : c'est dans cette dernière partie de mon discours sur-tout, que je sens qu'il ne faut pas tout dire, et peut-être m'accusera-t-on encore d'en avoir trop dit.

Ceux qui, de bonne foi, et sans autre intérêt que celui de la liberté, proposent une guerre offensive, sentent la nécessité d'une grande impulsion, pour rendre le mouvement et la vie au corps politique, prêt à tomber dans un marasme incurable ; c'est à tort qu'ils accusent les partisans de la défensive de nier la nécessité de ce mouvement ; hors quelques intrigans de cour, tout le monde est d'accord sur ce point.

Mais de ce mouvement, bien ou mal dirigé, semble dépendre le salut ou la perte de l'empire. Il faut donc en apprécier soigneusement la nature certaine et les effets possibles.

La guerre, dit-on, une guerre à mort contre toutes les puissances de l'Europe, voilà le seul

moyen d'affermir notre constitution, et de déjouer les complots des perfides conseillers du monarque.

D'abord, que vous a fait l'Europe entière? Et supposez qu'un Dieu descendu de l'empire vous ait garanti le succès, devez-vous cimenter votre liberté par une injustice? Deux despotes irrités, auquels vous avez retranché quelques dixmes, en vertu des droits de la nature, plus sacrés que les traités des ambassadeurs des tyrans; deux prêtres ridicules par leur foiblesse et par leur jactance, ont donné retraite à vos émigrans; foulant aux pieds les droits des nations, ils ont souffert, sur leur territoire, des rassemblemens armés contre vous; voilà tous vos griefs et voilà vos terribles ennemis. Léopold a déclaré qu'il épouseroit les querelles des princes possessionnés en Alsace; eh bien! attendons qu'il réalise ses menaces, et ne lui donnons pas un prétexte plausible d'appeler au secours du despotisme tous les despotes de l'Univers; le moment n'en est pas venu, et jamais le plaideur le plus furieux n'a imaginé d'intenter le premier une action contre celui qui le menaçoit de le poursuivre.

Les autres prétendus souverains, soit despotes, soit aristocrates, ont faits au monarque des réponses équivoques, conçues en termes peu constitutionnels; mais si vous prétendez forcer à la franchise tous les cabinets de l'Europe, dites-moi, quand finira la guerre? Vous voulez que des rois agissent et parlent comme des hommes libres, eh bien! il suffit de votre exemple, et laissez aux nations respectives le soin de châtier la langue de leurs tyrans.

Les électeurs de Trèves et de Mayence sont

donc les seuls qu'il puisse être juste et utile d'attaquer.

Mais votre corps diplomatique, mais vos ministres, mais les chefs, nobles et très-nobles de votre armée, ont entièrement au roi; ce sont eux qui seuls et sans le concours réel du peuple, traitent avec les puissances étrangères, qui, de leur côté, ne connoissent que le roi; or tous les rois seront éternellement ligués contre la liberté, fussent-ils même constitutionnels; et si j'étois roi, je ressemblerois aux autres. Le vôtre ou ses agens sont donc parfaitement de concert avec les puissances étrangères, et cela n'a pas besoin d'une plus ample démonstration. Cela posé, ou l'intérêt des rois sera d'éviter une guerre ouverte, et alors vous ne trouverez plus à Coblentz ni d'émigrans, ni de prétexte de guerre, et après avoir donné à l'Europe un spectacle risible et ruineux, vous retirerez vos armées, et votre position, loin d'être changée en bien, n'en sera que plus fâcheuse; ou les puissances du dedans et du dehors ayant bien combiné leurs moyens, se trouveront en état de résister, et alors vous aurez à soutenir les efforts réunis de toute l'Europe; les armées les mieux exercées seront opposées à votre armée, brave sans doute, mais divisée et circonvenue. Si je réponds du patriotisme des soldats, qui donc oseroit me répondre de celui des officiers, et que feront des soldats sans chefs? La perfidie de la cour ne suffira-t-elle pas pour les détruire, sans que les ennemis mêmes ayent besoin de déployer toutes leurs forces?

Vous voulez la guerre, et la cour, la cour perfide la veut aussi. Ne pensez pas que les lenteurs, que les tergiversations du ministère, que

la retraite même des émigrés soit une preuve du contraire. On veut que vous fassiez la guerre, et que vous la fassiez sans prétexte apparent, même sans celui des rassemblemens; on veut que vous fassiez la guerre précisément comme quelques-uns de vos orateurs vous proposent de la faire.

L'orgueilleux sénat de Rome faisoit aussi la guerre lorsqu'il vouloit enchaîner la liberté; le ministère anglois fait aussi la guerre quand la prérogative royale se trouve menacée, et cependant ce sont des citoyens, amis de la liberté, que l'on voit à la tête des armées de Rome et d'Angleterre. Chez vous, messieurs, il en est bien autrement, et c'est pour cela que, plus fortement qu'à Rome ou qu'à Londres, la cour des Tuileries veut la guerre, et la veut maintenant, parce que, graces au comité militaire de l'assemblée constituante, tout est artistement disposé pour la faire tourner à l'avantage du despotisme et de l'aristocratie.

La cour veut la guerre; mais il lui convient de la faire demander par l'assemblée nationale, par les imprudens amis de la constitution, par le peuple lui-même. Tel est le piége qu'elle vous tend, et les moyens sont plus sûrs pour vous y faire tomber : les citoyens, au patriotisme desquels il seroit dur de cesser de croire, n'ont pu s'en préserver. L'on égare les François par leur propre vertu; on leur peint les dangers et la victoire; on leur parle de municipaliser l'Europe; les François, éperdus, répètent avec un funeste enthousiasme, municipalisons et volons à la victoire. O mes concitoyens! où courez-vous, et sous quels hommes allez-vous combattre? Osez-vous compter sur le patriotisme des officiers nobles qui ont prêté le serment, des gé-

néraux nobles qui, méprisant le peuple, n'ont combattu le despotisme que pour élever l'aristocratie sur ses ruines; des ministres nobles et toujours courtisans qui ont visité, en poste, des places, des armées qu'ils ne connoissent pas, et qui reviennent en poste vous assurer que tout est bien; des chefs de gardes nationales, en partie nobles aussi, et désignés par les amis de la cour; des conseillers secrets du monarque qui dirigeront peut-être toutes les opérations comme ils ont dirigé la constitution, l'organisation de l'armée et le massacre du Champ de Mars? Comptez-vous sur les secours des citoyens des campagnes, auxquels les ministres et plusieurs corps administratifs ont refusé des armes, au mépris des décrets?

Reposez-vous votre sûreté sur des régimens étrangers dans lesquels une démarche, un sentiment de patriotisme sont un crime pour le soldat? Lafayette commandera l'attaque. Dieux! quelle révolution s'est donc opérée chez les amis de la constitution? Avez-vous oublié l'accusation portée contre lui dans cette tribune par le courageux Danton, et le silence de l'accusé, qui fut un aveu formel? Avez-vous oublié l'affaire de Nancy, celle de Versailles, celle des pétitionnaires du Champ de Mars? Avez-vous oublié l'amnistie accordée à Bouillé et refusée aux soldats de Château-Vieux? Ne savez-vous pas de quelle tourbe infecte de mauvais citoyens il entoure ce siége de Washingthon, plus ressemblant en cela au vieux de la Montagne? N'a-t-il pas divisé les amis de la constitution? et, pour comble de noirceur, ne l'avez-vous pas vu se rallier, pour les perdre, à une cabale chargée de l'exécration publique, et dont il paroît toujours être

l'instrument? Plusieurs d'entre vous portent encore la cicatrice des fers dont il les fit charger, et c'est sous ses drapeaux que vous voulez combattre! et qui? les parens, les amis, les complices peut-être du général et de ses officiers. Et bien! allez combattre, allez triompher, et revenez, en chantant les louanges de votre héros, l'aider à conquérir sa patrie, à bâtir l'édifice de sa puissance sur les corps de vos frères; car, n'en doutez pas, quoi que vous fassiez, la victoire vous sera disputée. Il est encore des Spartiates, et vous rencontrerez les Thermopyles à votre retour.

Lafayette est démasqué, disoit, il y a six mois, un écrivain patriote; j'abjure à jamais la confiance que j'avois en lui. Et nous avons pu entendre ce même écrivain, devenu législateur, nous prêcher une confiance presque aveugle pour Lafayette, pour les ministres qu'il poursuivit jadis avec tant d'acharnement! C'est au moment où tout nous trahit, où tout nous abandonne, que Brissot nous conseille de dormir avec sécurité; c'est lorsque les Gaulois sont aux portes de la capitale, qu'il ose blâmer la vigilance de Manlius! Lafayette, dont le cœur fut toujours fermé, l'a-t-il enfin ouvert à Brissot? lui a-t-il promis de ne pas égarer nos régimens patriotes et nos gardes nationales dans les défilés du pays de Trèves? lui a-t-il promis de ne pas transiger s'il est vaincu, de ne pas abuser de la victoire s'il est triomphant?

Mais non; Brissot nous dit: Lafayette a peu de talens et moins de franchise encore; cependant il faut vous garder de douter de ses intentions et de ses succès. Le ministère n'est pas tout-à-fait dans le sens de la constitution; mais

tout est perdu si vous appelez la défiance sur sa tête.

Il dit encore : les peuples voisins, impatiens de secouer le joug, joindront leurs efforts aux nôtres, ils combattront avec nous et pour nous, et le signal de la guerre sera celui d'une révolution générale dans l'univers.

Magnifiques et dangereuses chimères ! Ce n'est pas avec des épigrammes que l'on décrit les intentions, les intérêts, les forces des cabinets de l'Europe ; ce n'est pas avec des périodes bien arrondies, ce n'est pas même avec des manifestes bien pathétiques que l'on soulève les nations de la terre contre les despotes ; l'on réussit seulement à soulever les despotes contre sa patrie.

Connoissez-vous bien l'Allemagne, où vous voulez commencer vos opérations municipales ? Libres d'impôts, déjà affranchis de plusieurs corvées et de la dévastation du gibier, peu tourmentés, point insultés par les seigneurs, les cultivateurs allemands n'ont pu recevoir et ils ne recevront de long-temps le mobile de la liberté, l'excès de la misère et de l'ignominie. Ce ne sont point les lumières qui ont fait votre révolution, c'est le malheur, et les Allemands ne sont point malheureux. Si les talens de quelques hommes célèbres ont préparé, dirigé la révolution, c'est le peuple qui l'a faite, et le peuple n'est ici ni plus ni moins instruit qu'en Allemagne, et n'avons-nous pas vu déjà plusieurs de ces grands hommes qui se disent les auteurs de la révolution, se rallier aux contre-révolutionnaires ? C'est le malheur qui a produit la constitution ; ce sont des mœurs sévères qui peuvent la maintenir ; ce sont les lumières, peut-être, et le luxe qui la renverseront.

Est-il donc raisonnable de penser qu'un pays, peu chargé d'impositions, s'empressera de partager vos charges énormes, de contribuer aux frais de votre marine et de votre immense armée? Et quels dédommagemens lui pouvez-vous offrir en ce moment? François, dites-le moi, vous trouvez-vous bien heureux et bien libres? et chez vous plus qu'en Allemagne, le glaive de la persécution n'est il pas suspendu sur la tête des citoyens vertueux? Que voulez-vous donc faire? porter le fer et la flamme chez vos voisins, que vous appelez vos frères, devenir les ennemis des nations comme vous l'êtes des despotes! En vain l'on vous fait croire que cette guerre ne sera dirigée que contre les soldats, que l'on épargnera les propriétés des citoyens. Quelle chimère! les armées marchent-elles par les carosses publics, et peut-on emporter à cent lieues les vivres et les fourrages? Songez donc que les traîtres, cherchant à vous attirer des ennemis, donneront secrettement ordre de ravager les campagnes; que rien ne peut souvent contenir la fureur des soldats; que vos régimens étrangers, et plusieurs autres, sont bien loin de la délicatesse qui respecte les contrées où l'on porte la guerre, et que la violation inévitable de toutes les promesses que vous ferez par vos manifestes, vous rendra encore plus odieux à vos voisins.

Mais enfin, je veux que, plus redoutables que Louis XIV, dont les ministres et les officiers lui étoient aussi attachés que les vôtres vous le sont peu, vous fassiez reculer les émigrans jusqu'à la Baltique, et que vous renversiez, en un mois, les armées de tous les rois de la terre: quel sera donc le fruit de tant d'appareil et de tant de sang?

Il vous restra des officiers aristocrates, une armée ruineuse et funeste, peut-être, à la liberté, et vous n'oserez plus la licencier, de peur que vos ennemis ne profitant de votre sécurité, n'essaient de prendre leur revanche. Votre commerce sera toujours languissant, votre numéraire toujours stérile; vos prêtres réfractaires toujours séditieux; vos mécontens toujours inquiets; vos mœurs toujours corrompues; vos corps administratifs toujours plus près du roi que de l'assemblée nationale; vos ministres toujours perfides; vos législateurs toujours entravés; et, le dirai-je? votre roi toujours l'esclave de quelques fripons qui l'obsèdent, et qui ne lui permettront jamais d'aimer sincèrement une révolution dirigée contre eux. Certes, il faudroit qu'un vertige bien étrange nous troublât la raison, pour nous faire acheter, par les dangers que j'ai décrits, une paix dont l'effet inévitable seroit encore de consommer la perte de la liberté.

On a dit que les mêmes dangers étoient attachés au parti de la défensive, et que ce parti n'avoit pas les avantages de l'attaque. Si j'ai prouvé que l'attaque ne présente aucun avantage, il me reste à faire voir que la défensive n'entraîne pas les mêmes dangers. En vous bornant à repousser les insultes, vous ne fournissez aucun prétexte de ligue aux puissances de l'Europe: votre modération et votre fermeté, vous donneront pour admirateurs les peuples que vous aurez eu pour ennemis. Vous surveillerez de près vos ministres et vos généraux; et voyant la chose de près, vous vous précautionnerez du plus grand des malheurs pour un peuple libre, de l'enthousiasme militaire. Ce n'est point au milieu de la France qu'on pourra sacrifier les gardes natio-

nales et les régimens patriotes ; l'élite des citoyens défendra nos murailles, et elle n'ira point se faire égorger en Allemagne, pour laisser le champ plus libre aux brigands que nos ennemis entretiennent à Paris et dans les principales villes de l'empire ; et qui ne manqueroient pas de profiter de la consternation produite par la défaite d'une de nos armées, pour massacrer nos femmes et nos enfans, et pour relever le despotisme. Si l'on s'empare de quelqu'une de vos places, trois millions de François armés seront tous prêts à la reprendre. Nos frères qu'on y aura enfermés, nous aideront à en ouvrir les portes. Le citoyen le moins intelligent, devient un héros lorsqu'il combat pour ses foyers et devant ses foyers, et lorsque la vie de ce qui lui est le plus cher doit être, avec la liberté, le prix de la victoire. Qu'on me dise si ce n'est pas sur leur territoire que les Anglo-Américains ont repoussé les satellites de Georges? Ils eussent même pu les poursuivre ; car les Américains étoient nés égaux, et ils n'avoient point d'aristocrates à leur tête.

Qu'on me dise si ce n'est pas dans leur pays que les républiques de la Grèce détruisirent l'épouvantable armée de Xerxès? Qu'on me dise enfin, si Rome ne fut pas plus grande, lorsqu'après de nombreuses défaites, Annibal approcha de ses murs, que lorsque Scipion porta la guerre en Affrique ; et si ce n'est pas aux langereux succès du général Carthaginois, en Italie, que l'on dut la perte de Carthage ?

Laissez donc approcher les armées du despotisme ; donnez des places aux soldats, aux sous-officiers, aux citoyens dont le patriotisme sera connu ; imposez à des hommes intrépides le

soin de veiller à la conservation de vos forteresses ; tonnez à la tribune contre les orateurs égarés, qui endorment lorsqu'il faut éveiller, qui prêchent l'union, lorsqu'il faut que les bons citoyens se séparent des douteux, et leur déclarent la guerre ; la confiance, lorsqu'il y a encore plus d'un traître à démasquer : tonnez contre les modérés, qui sont aux aristocrates ce que les filoux sont aux voleurs de grands chemins ; tonnez contre les royalistes, qui ne sont que des contre-révolutionnaires : que l'assemblée nationale se montre imposante et fière, comme l'assemblée constituante au jeu de paume ; qu'elle soutienne les municipalités contre l'aristocratie des départemens ; qu'elle encourage les régimens patriotes ; qu'elle arme les campagnes ; et nous attendrons alors les tyrans à Marathon et à Salamine.

Mais lorsque nous aurons repoussé les attaques, lorsque nos ennemis du dehors, reconnoissant leur impuissance, auront désarmé de concert, ne nous trouverons-nous pas encore dans cet état de stagnation dont j'ai démontré que la guerre offensive ne nous tireroit pas ? Oui, sans doute ; mais nous aurons évité les plus grands malheurs ; mais nous n'aurons pas servi la cause des tyrans et des esclaves ; mais nous aurons l'estime des nations ; mais nous ne nous serons pas livrés, dans une terre étrangère, à la merci de ceux contre qui nous avons fait la révolution.

J'ai dit le mot, et le mot m'indique la cause évidente des maux qui nous déchirent.

La révolution a été faite contre la cour, contre les nobles et contre le haut-clergé : c'est la coalition perfide de la cour et de la minorité de la noblesse qui a aggravé le traitement dont sé

plaignent quelques classes de mécontens, st surtout les curés, qui tous prêcheroient aujourd'hui la constitution, sans le complot le plus artificieusement conduit ; mais ce mal est irréparable. C'est contre la cour et contre la noblesse que la révolution s'est faite, et c'est pour cela que le comble du délire est de vouloir une guerre dirigée par la cour, exécutée par des officiers nobles. Etrange aveuglement ! Les despotes et les nobles ont dit : nous sommes patriotes ; et on leur livre les forts de l'empire ; on leur confie les postes les plus importans ! ils ont régné dans cette assemblée ! La révolution est faite contre eux ; leurs frères sont à Coblentz ; et c'est sur eux qu'on se repose du soin de nous défendre !

Constitution, que je suis forcé de respecter, que vous manque-t-il donc pour que la France soit heureuse sous votre empire ? et si nos ennemis se servent de vous-même contre la liberté, pourquoi n'êtes-vous muette que pour vos défenseurs ? Assemblées primaires, bientôt vous connoîtrez le mal, et vous ne pourrez appliquer le remède. Nation souveraine, il vous faudra donc reprendre des fers, s'il est vrai que vous avez renoncé à assurer votre liberté ; vous reprendrez des fers, et vous n'aurez bravé tant de périls et de souffrances, que pour enrichir une poignée de misérables. Il le faut bien ; prévenir ce malheur seroit pour vous un crime, et je serois coupable moi-même si j'ajoutois un mot.

François, le moment approche où la vérité, trop tard peut-être, va paroître à vos yeux ; car il faudra bien qu'on lève enfin le masque. Mais quelque détermination que vous preniez, souvenez-vous du premier Brutus et de Washingthon ; songez que Rome et Boston n'opposèrent pas à

Porsenna et aux Anglois, les ministres et les généraux de Tarquin, ni ceux de Georges ; songez que vous ne pouvez être libre, sans avoir perdu votre luxe, vos richesses, une partie peut-être de votre population, parce qu'on ne peut être heureux sans vertus, sans avoir écarté les nobles des emplois, parce qu'on ne dort pas impunément sous la garde de ses ennemis. Songez que ce n'est pas à Coblentz qu'il faut porter la guerre, puisque vous avez justement applaudi à l'orateur qui a dit que le foyer du mal est à Paris. Songez que le premier coup de canon tiré en Allemagne vous attirera des ennemis par millions, et que le premier coup de canon tiré en France sera le signal qui vous délivrera de vos ennemis. Songez enfin, et le rédacteur de la pétition du 15 juillet, et le général de la Moselle me comprendront facilement, songez qu'une nation achève d'être libre dès qu'elle le veut avec énergie. Songez que vos ennemis ne vous pardonneront jamais ; que la guerre entre eux et vous est une guerre à mort ; et voyez s'il y a des loix et des principes qui obligent une nation souveraine à se laisser égorger sans résistance.

La société a arrêté l'impression de ce discours, dans sa séance du 11 *janvier* 1792.

ANTONELLE, *député à l'assemblée nationale, président* ; BROUSSONNET ; ALBITTE, *députés* ; G. BOISGUYON ; BANCAL ; AL. MÉCHIN, ROUSSEAU, *secrétaires.*

De l'Imprimerie du PATRIOTE FRANÇOIS, place du Théâtre Italien, 1792.